



**Arrêté temporaire n°2026-226
Portant réglementation de la circulation**

**TRAVAUX SUR RESEAU D'EAU POTABLE
RUE VICTOR DESCHAMPS**

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal n°84 du 11 avril 2022 portant réglementation générale dans l'agglomération,

VU la demande en date du 21/04/2026 émise par l'entreprise STGS NORD OUEST (155 rue des Frères Lumières - 76330 PORT JEROME SUR SEINE) aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux de renouvellement d'un branchement plomb rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, RUE VICTOR DESCHAMPS,

ARRÊTE

Article 1

Le 13/05/2026, la circulation piétonne sera interdite RUE VICTOR DESCHAMPS, au niveau du n° 10. Les piétons devront emprunter le trottoir opposé.

Article 2

La circulation se fera sur demie-chaussée RUE VICTOR DESCHAMPS, au niveau des n°8 et 10 afin de permettre le stationnement d'une mini-pelle et d'un camion de chantier.

Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, l'entreprise STGS NORD OUEST. La signalisation, le balisage et l'éclairage de sécurité, de jour comme de nuit, seront assurés par l'entreprise en charge du chantier.


Article 4

Les infractions au présent arrêté seront relevées dans les formes prévues par les réglementations en vigueur.

Article 5

Mme le Commandant de Police, le Directeur Général des Services et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bolbec, le 06 mai 2026
Le Maire



(Handwritten signature in blue ink)

Christophe DORÉ

DIFFUSION:

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.